

**L'Intergroupe du Parlement européen "Extrême pauvreté et droits de l'homme, Comité Quart Monde" salue la proposition de création d'un fonds européen d'aide aux plus démunis.**

L'Intergroupe "Extrême pauvreté et droits de l'homme, Comité Quart Monde" félicite les efforts de la Commission européenne pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale au sein de l'Union européenne. Sa proposition de création du Fonds européen d'aide aux plus démunis tombe à point nommé, à une période où la pauvreté et la précarité s'accroissent à cause de la crise économique et sociale.

En 2010, lorsque la stratégie Europe 2020 a été élaborée, on comptait déjà 80 millions d'européens menacés de pauvreté ; un chiffre qui s'élève maintenant à 116 millions, dont 40 millions souffrent de privation matérielle. Le climat économique et social prouve qu'il est essentiel de faire évoluer le programme actuel de distribution alimentaire pour les personnes les plus démunies en Europe. En effet, ce programme, qui apporte une aide indispensable aux associations qui fournissent de la nourriture aux personnes dans le besoin au sein des États membres, s'achèvera fin 2013.

Un format plus souple serait le bienvenu, avec une réelle implication de ceux qui travaillent pour aider ces personnes dans la misère. Leurs besoins doivent être intégrés à la mise en œuvre du nouveau programme. Un contrôle rigoureux de l'argent public est également nécessaire, tout en évitant les lourdeurs administratives.

Placer ce nouveau fonds dans le cadre de la cohésion semble logique. Néanmoins, l'Intergroupe est vivement préoccupé par la réduction du budget proposé par rapport au système actuel : 357 millions d'euros par an au lieu de 500 millions d'euros. Il n'est pas envisageable de "*faire plus avec moins*", alors que de plus en plus d'européens ont besoin d'aide.

En effet, les chiffres de l'OMS indiquent qu'un pourcentage croissant de la population de l'UE n'a pas les moyens de s'offrir un repas composé de viande, de poulet ou de poisson (ou l'équivalent végétarien) un jour sur deux. Les ONG tirent également la sonnette d'alarme : un nombre accru de personnes est en demande de nourriture.

Il est donc grand temps pour l'Union européenne d'agir afin de soutenir ses citoyens les plus vulnérables et les plus démunis, avec un programme approprié et un budget détaillé.

Ainsi, l'Intergroupe soutient le principe de concentrer l'aide sur les plus nécessiteux et sur les enfants, comme celui de fournir à la fois de la nourriture, des vêtements et d'autres biens de première nécessité pour améliorer l'intégration sociale de ces personnes.

Cependant, il remet sérieusement en question la façon dont cela peut être réalisé avec un budget plus restreint. Cela est-il viable à un moment où la demande d'aide alimentaire est en constante augmentation ? L'UE doit aider ses habitants les plus vulnérables, mais cela ne peut être fait qu'avec un programme digne de ce nom, qui dispose des moyens adéquats pour atteindre ses objectifs.

**L'Intergroupe "Extrême pauvreté et droits de l'homme, Comité Quart Monde"**  
*Sylvie Goulard (Présidente), Silvia Costa (Vice-présidente), Jürgen Klute (Vice-président), Jean Lambert (Vice-président) et Veronica Lope-Fontagné (Vice-présidente)*